

# RAPPORT D'ACHÈVEMENT DE RAPPORT (RAP) POUR LES OPERATIONS DU SECTEUR PUBLIC

## PROJET D'APPUI A LA REINSERTION SOCIO- ECONOMIQUE DES JEUNES ET FEMMES («PARSEJF»).



**GROUPE DE LA  
BANQUE  
AFRICAINNE DE  
DEVELOPPEME  
NT**

### I Données de base

#### A Données du rapport

<b>Rapport daté du</b>	Rapport daté du:	<b>10 juillet 2020</b>	
	Date de la mission ( <i>en cas de mission sur le terrain</i> )	De : 22/05/2020	Au : 30/05/2020

#### B Responsables du projet au sein de la Banque

Fonctions	À l'approbation	À l'achèvement
Directeur régional	KANGA Marlene	KONE, SOLOMANE
Chef de bureau national	ZONGO Valentin	KOUASSI Donatien
Directeur sectoriel	A. SOUCAT	DIBBA WADDA Oley
Responsable sectoriel	MURARA Justin	EYEGHE Ali
Coordinateur d'activités	KOLOKOTA Stanny	KOLOKOTA Stanny
Coordinateur d'activités suppléant		
Chargé d'équipe chargée du RAP		KOLOKOTA Stanny
Membres de l'équipe chargée du RAP		

#### C Données du projet

<b>Nom du projet : Projet D'Appui à la Reinsertion Socio-Economique des Jeunes et Femmes - «PARSEJF»</b>		
<b>Code du projet : P-Z1-IZ0-027</b>	<b>Numéro(s) de(s) instrument(s) de financement : don FAT : 5900155010404</b>	
<b>Type de projet : PUBLIC</b>	<b>Secteur : SOCIAL</b>	
<b>Pays : RDC (République Démocratique du Congo).</b>	<b>Catégorisation environnementale (1-3): 3</b>	
<b>Étapes de traitement du dossier – Uniquement pour les financements approuvés par la Banque (ajouter/supprimer des lignes en fonction du nombre de sources de financement)</b>	<b>Évènements importants (Uniquement pour les financements approuvés par la Banque)</b>	<b>Décaissements et dates de clôture (Uniquement pour les financements approuvés par la Banque)</b>
<b>Source/instrument de financement 1 : Don FAT</b>	<b>Source/instrument de financement 1 : Don FAT</b>	<b>Source/instrument de financement 1 : Don FAT</b>
Date d'approbation : 25/05/ 2016	Montants annulés: <b>6 913,17 UC</b> (au 21/07/2020)	Délai du décaissement: 6 mois
Date de signature : 06 /10 /2016	Financement complémentaires :	Date initiale de clôture : 28 /06 /2019

Date d'entrée en vigueur : 16 /10 /2016	Restructuration ( <i>préciser la date et le montant concerné</i> ): Néant		Délai révisé du décaissement ( <i>si applicable</i> ) : Néant	
Date d'entrée en vigueur du premier décaissement : 16 oct 2016	Prorogations ( <i>préciser les dates</i> ) : Néant		Date de clôture révisée ( <i>si applicable</i> ) : 31 dec 2020	
Date réelle du premier décaissement : 26/02/2018				
<b>Source de financement (UC):</b>	<b>Montant décaissé (montant, UC) :</b>	<b>Pourcentage décaissé (%) :</b>	<b>Montant non décaissé (UC) :</b>	<b>Pourcentage non décaissé (%) :</b>
<b>Don FAT</b>				
Source/instrument de financement 1 :	<b>893 086,83</b>	<b>99,23%</b>	<b>6 913,17</b>	<b>0,77</b>
Gouvernement :	-	-	-	-
Autres (exemple, cofinanciers). <i>Si nécessaire, ajouter d'autres lignes :</i>	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>893 086,83</b>	<b>99,23%</b>	<b>6 913,17</b>	<b>0,77</b>
Co-financiers et autres partenaires extérieurs : <b>N/A</b>				
Organisme(s) d'exécution et de mise en œuvre : <b>UEPN-DDR</b>				

## D Revue et commentaires de la Direction

Rapport examiné par	Nom	Examiné le	Commentaires
<b>Chef de bureau national a.i</b>	<b>KOUASSI Donatien</b>		
<b>Chef de division sectoriel</b>	<b>EYEGHE Ali</b>		
<b>Directeur régional (en tant que président de l'équipe pays)</b>	<b>KONE SOLOMANE</b>		
<b>Directeur Sectoriel</b>	<b>DIBBA WADDA Oley</b>		

## II Évaluation des performances du projet

### A Pertinence

#### 1. Pertinence de l'objectif de développement du projet

Notation*	Compte-rendu descriptif (250 mots maximum)
<b>3</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Objectif global :</b> L'objectif du projet est de consolider les acquis des activités de réinsertion socioéconomique et d'appuyer la mise en œuvre du plan d'actions issu de la stratégie nationale d'appui aux femmes ex-combattantes et aux femmes victimes des violences liées aux conflits.</li> <li>• <b>Objectifs spécifique :</b> Spécifiquement l'objet du projet est de (i) renforcer le transfert des compétences pour la gestion efficace et l'appropriation des coopératives agricoles des fermes agricoles pilotes installées dans le cadre du PARSEC dans les provinces de l'Est ; (ii) renforcer les activités d'autonomisation des femmes ex-combattantes et/ou victimes des conflits à travers la consolidation des fermes agricoles pilotes du PARSEC ; (iii) redynamiser l'implication des jeunes filles et garçons des communautés à l'entrepreneuriat en les intégrant dans les coopératives agricoles des fermes agricoles pilotes.</li> </ul> <p>Le PARSEJF a contribué aux solutions durables à la problématique de réinsertion socioéconomique des ex-combattants (des groupes armés) : les 9 FAP implantées par le Projet PARSEC ont été ravivées et plusieurs familles (en moyenne 600 familles) qui avaient choisi de s'y sédentariser ont renforcé leur cadre de vie. Dans toutes les FAP, les machines agricoles et tous les équipement de transformation des produits agricoles sont opérationnels. <b>Le grand</b> objectif de développement qui est de contribuer à la consolidation de la paix et à la promotion du développement durable en RDC est ainsi atteint.</p>

**Cadre institutionnel – Stratégies/politiques.** Le PARSEJF était en cohérence avec la DSP de la Banque 2013-2017 (prolongé jusqu'à 2020) et le DSCR II du gouvernement.

**Pertinence – Bénéficiaires :** Les bénéficiaires directs visés par le projet sont essentiellement des jeunes et des femmes. En RDC où les activités se sont concentré sur les coopératives agricoles installées dans les fermes pilotes, les bénéficiaires directs du projet sont 1000 jeunes dont 50% des femmes. Ceci confirme le deuxième volet de l'OD qui vise le renforcement des activités d'autonomisation des femmes ex-combattantes et/ou victimes des conflits à travers la consolidation des fermes agricoles pilotes du PARSEC.

\* Pour toutes les notations, utiliser l'échelle suivante : 4 (Très satisfaisant), 3 (Satisfaisant), 2 (Insatisfaisant), 1 (Très insatisfaisant)

## 2. Pertinence de la conception du projet

Notation*	Compte-rendu descriptif (250 mots maximum)
<b>3</b>	<p><b>Vue d'ensemble :</b> Le Projet PARSEJF a été exécuté du 25 juin 2018 au 30 Juin 2020. Les activités du projet étaient organisées autour de trois composantes: (1) la consolidation des acquis des fermes agricoles pilotes. (2) l'intégration des jeunes filles et garçons dans l'entrepreneuriat agricole. (3) l'autonomisation des femmes.</p> <p>Les activités du projet ont été coordonnées par l'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (UEPNDDR) qui a géré le projet PARSEC. Les activités à couverture régionale notamment l'étude régionale sur la jeunesse et la fragilité ainsi que les échanges d'expériences ont coordonnées par le Secrétariat Exécutif de la CIRGL. Toutes ces cellules d'exécution gèrent déjà des projets de la Banque et disposent de l'expertise et de l'équipement nécessaires pour coordonner les activités du PARSEJF.</p> <p><b>Pertinence de la conception :</b> La mise en œuvre du PARSEJF doit être considérée comme une valeur ajoutée et un élément déclencheur de la consolidation des acquis des activités de réinsertion socio-économique des jeunes (ayant participé de manière directe ou indirecte aux activités des groupes armés en R.D.C, réalisées au sein des FAP aménagées dans le cadre réinsertion socio-économiques des ex-combattants. L'optimisation des actions du présent projet articulé autour de trois composantes suivantes : (i) la consolidation des acquis des fermes agricoles pilotes, (ii) l'intégration des jeunes filles et garçons dans l'entrepreneuriat agricole, (iii) l'autonomisation des femmes ; a permis de soutenir la mise en œuvre du plan d'actions issues de la stratégie nationale d'appui aux femmes ex-combattantes et aux femmes victimes des violences liées aux conflits.</p> <p>En consolidation, on peut noter que les acquis des fermes agricoles pilotes garantissent l'engagement et l'implication de la communauté qui désormais dépendent des bénéfices des réalisations mises en place par le projet. En outre, La gestion sous forme des coopératives des FAP avec un encadrement au niveau de l'administration du projet assure la pérennisation des acquis du projet.</p>

## 3. Enseignements tirés relativement à la pertinence

Questions clés (5 maximum, ; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés	Public cible
De ce qui ressort des quelques éléments collectés par l'évaluation, est-il que les chances de ré-enrôlement ne sont pas dépendantes d'un seul facteur mais d'une conjonction de facteurs?	Des différents échanges sur terrain, il ressort que les causes de recrutement volontaire et de ré-enrôlement des jeunes / enfants (filles et garçons) sont multiples et que la situation socio-économique des jeunes / enfants et de leurs familles en est une question centrale. L'appui à la réinsertion socio-économique en leur faveur et le ciblage d'autres des jeunes / enfants vulnérables au recrutement sont donc centraux pour la prévention au niveau des enfants et communautés; Pour ce qui concerne le changement de comportement des forces et groupes armés, les PTF ont un rôle central à jouer qui ne devrait pas être obliéré par l'intégration des programmes dans des stratégies plus larges, ni par la volonté de pouvoir continuer	PTF et Gouvernement.

	à répondre aux besoins sur le plan programmatique. Il s'agit à la fois de se faire entendre au plus haut niveau pour défendre la cause des jeunes / enfants, de veiller à ce que les programmes répondent effectivement à tous les des jeunes / enfant et non pas aux intérêts limités de la Banque Africaine de Développement, et d'accentuer les contacts de terrain avec les forces et groupes armés, en collaboration avec d'autres acteurs influents tels que la MONUSCO, le CICR, l'EUSEC et certains leaders communautaires.	
Les activités de réinsertion socio-économique développées sous forme coopérative ou associative avec des membres de la communauté permettent-elles une meilleure intégration dans les communautés ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La formation (développement des compétences), même lorsqu'elle n'aboutit pas à une réussite économique permet de rehausser l'estime de soi des jeunes dans le cadre de réinsertion socio-économique.</li> <li>- L'acceptation communautaire et sociale des jeunes (ex-combattants) est liée à leur capacité de se prendre en charge et d'acquérir un certain degré d'autonomie. Une meilleure intégration communautaire facilite la réussite d'entreprises économiques ou professionnelles et vice-versa.</li> <li>- En cohérence avec l'approche holistique recommandée généralement pour la réinsertion des jeunes, l'éducation s'avère être complémentaire à la formation professionnelle, offrant l'occasion de développer estime de soi, connaissances et opportunités pour le futur.</li> <li>- L'appui à la réinsertion socio-économique requiert une approche spécifique et une expertise qui n'est pas familière aux agences de protection de l'enfance. L'expérience de Fermes Agricoles Pilote (FAP) est unique, et il serait bénéfique de l'élargir.</li> </ul>	

## B Efficacité

### Progrès réalisés pour atteindre l'objectif de développement du projet (objet du projet)

#### Commentaires

*Fournir un bref descriptif du projet (composantes) et indiquer le contexte dans lequel il a été conçu et exécuté. Indiquer l'objectif de développement du projet (généralement l'objet du projet, tel qu'indiqué dans le CLAR)) et évaluer le progrès accompli. Les effets imprévus devraient également être pris en compte, ainsi qu'une référence spécifique à l'égalité des sexes dans le projet. Longueur maximale indicative : 400 mots.*

#### Note :

Les difficultés en terme logistique ainsi que les risques pour la sécurité n'étaient pas aussi négligeables pendant toute la durée du projet. C'est ainsi qu'avec la modicité des ressources, il a été difficile de réaliser le projet tel qu'initialement conçu, d'où il y a eu nécessité d'un recalibrage opérationnel assurant une prise en compte des réalités spécifiques du terrain. Cela a certainement influencé les effets du projet.

**Évaluation globale de l'avancement des activités.** Le PROJET D'APPUI A LA REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES ET FEMMES - «PARSEJF» - a atteint l'objectif de développement (OD) fixé au départ qui consistait à consolider les acquis des activités de réinsertion socioéconomique et d'appuyer la mise en œuvre du plan d'actions issu de la stratégie nationale d'appui aux femmes ex-combattantes et aux femmes victimes des violences liées aux conflits.

Globalement le PROJET a atteint ses objectifs suivants :

- Les acquis des fermes agricoles pilotes sont consolidés : Renforcement du transfert des compétences pour la gestion efficace et l'appropriation des coopératives agricoles des fermes pilotes installées dans le cadre du projet précédent PARSEC dans les 5 provinces de l'Est de la RDC : cet objectif a été atteint à 97,8%. Une série d'Ateliers/sessions de transfert de compétence et sensibilisation a été organisée pour la pérennisation des coopératives agricoles des jeunes et des ex combattants (45 séances).

- Des jeunes filles et garçons (démobilisés des groupes armés) sont intégrés dans l'entrepreneuriat agricole : Redynamisation de l'implication des jeunes filles et garçons des communautés à l'entrepreneuriat en les intégrant dans les coopératives agricoles des fermes agricoles pilotes : cet objectif a été atteint 81,3%. Un total de 80 jeunes ont intégré les activités des coopératives agricoles des FAP : - production des cultures vivrières (maïs, haricot, riz, manioc, patates douces et soja) ; - production des produits animalier (les bœufs, le lait, les chèvres, les porcs, les poules, les œufs) ; production des produits de pêche (poisson).
- Des femmes bénéficient d'appui pour leur autonomisation: Renforcement des activités d'autonomisation des femmes ex combattantes et/ou victimes des conflits à travers la consolidation acquis des fermes agricoles pilotes du PARSEC : cet objectif a été atteint à 70, %. Une série d'activités pour préparer les femmes à leur autonomisation ont été organisées : (i) ouverture d'un espace de formation complémentaire devant leur permettre de s'exprimer de façon fluide sur les concepts de gestion coopérative, (ii) intégration et participation des femmes dans la prise des décisions et la gestion des coopératives ; (iii) création d'une mutuelle d'épargne et de solidarité des femmes dans les activités de transformation et la vente groupée des produits des récoltes, (iv) Mise en place d'une caisse autogérée à travers la vente des friperies contre les produits de récoltes : maïs, haricot, riz, manioc, patates douces et soja ; mais aussi avec certains géniteurs d'élevage, particulièrement le porc.

## 1. Établissement de rapports sur les effets

Indicateurs des effets (selon le CLAR; si nécessaires, ajouter d'autres lignes)	Valeur de base (année) (A)	Valeur la plus récente (B)	Cible visée (C) (valeur escomptée à l'achèvement du projet)	Progrès vers la réalisation de la cible (% réalisé) $[(B-A)/(C-A)]$	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 50 mots par effets)	Indicateur sectoriel de base (Oui/Non)
	Indicateurs OMD 2016	Indicateurs OMD 2017	Indicateurs OMD 2018	100%		
<u>Effet 1</u> : Les jeunes et les femmes sont impliqués dans le processus de restauration de la cohésion sociale et bénéficient de la réinsertion socio-professionnelle.	-	-	3000 jeunes (50% des femmes).	97,8 %.	Une moyenne de 65 jeunes (filles et femmes) des communautés locales, associés à ceux des FAP (12 à Bwegera, 16 à Diango, 8 à Kinama et 29 à Kabare) formés en professionnels pour le fonctionnement, l'organisation et la gestion d'une coopérative et d'une PME, qui ont formé, à leur tour 2 934 autres filles et femmes dans les zones des FAP. Elles ont aussi bénéficié d'initiation aux techniques agricoles sur toute la chaîne de valeur.	OUI.
<u>Effet 2</u> : Les capacités nationales et régionales à développer des projets/programmes de réinsertion durable des jeunes et des femmes sont renforcées.	-	-	3	81,3 %.	44 ateliers/sessions de transfert des compétences ont été organisées pour la pérennisation des coopératives (développement des projets/programmes de réinsertion), en faveur des jeunes (combattants et acteurs/actrices indirectes) et des filles/femmes membres des communautés locales.	OUI.
<u>Effet 3</u> : Une meilleure compréhension de la dimension régionale de la	-	-	1	70 %.	La mise en œuvre du présent projet a été efficace dans l'accomplissement de cet effet à travers la mise en exécution des 14 activités sur les 20 prévues	OUI.

situation des jeunes et son lien avec la fragilité.					pour l'autonomisation des femmes ex combattantes et/ou victimes des conflits à travers la consolidation des acquis fermes agricoles pilotes du PARSEC.	
<b>Notation</b> (voir méthodologie EER)*	<b>Compte-rendu descriptive</b>					
3	<p>Le progrès du projet en matière d'effets attendus est satisfaisant.</p> <p><u>Note</u> :</p> <p>Il est vrai que cela n'a pas été réalisé à l'échéance, du fait que les ressources du projet n'ont pas pris en compte la prise en charge des personnels. Toutefois les effets ont été suffisamment atteints.</p> <p>Cela étant « le Projet PARSEJF était venu compléter ce que la Banque avait déjà réalisé auparavant dans le domaine de la réinsertion socioéconomique et ainsi consolider les acquis des opérations précédentes, plus particulièrement du projet PARSEC. »</p> <p>Tous les effets attendus ont été accomplis au-delà d'une moyenne de 70 %, composante par composante : (i) Consolidation des acquis des fermes agricoles pilote à travers l'organisation de 44 ateliers/sessions de transfert de compétence et sensibilisation pour la pérennisation de gestion coopérative en faveur des jeunes de la communauté (filles et garçons) et les ex-combattants ; (ii) Intégration des jeunes filles et garçons dans l'entrepreneuriat agricole à travers l'intégration de 65 jeunes (filles et femmes) qui à leur tour ont formé 2 934 autres filles et femmes dans les zones des FAP.</p>					

## 2. Rapport sur les produits

Indicateurs des produits (tel qu'indiqué dans le CLAR; ajouter d'autres lignes, si nécessaire)	Valeur la plus récente (A)	Cible visée (B) (valeur escomptée à l'achèvement)	Progrès vers la réalisation de la cible (% réalisé) (A/B)	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative: 50 mots par produit)	Indicateur sectoriel de base (Oui/Non)
<b>Produit</b> : Appui au renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine de la réinsertion socio-économique des jeunes et de l'autonomisation des femmes ;	N/A	9 FAP	4 FAP (±50)	Les Fermes agricoles pilotes (FAP) implantées par le projet PARSEC, ont servi de cadre d'échange d'expérience et d'approche consolidée pour la réinsertion socio-économique durable des jeunes et l'autonomisation des femmes en RDC ( après que 65 jeunes aient bénéficié de 44 sessions de transfert de compétence).	Oui
	N/A	8 sessions	Le cible a été atteint à 550 %)	Pour la pérennisation des coopératives des jeunes et des combattants au sein des FAP, le projet a assuré l'organisation de 45 ateliers/sessions de transfert de compétence et sensibilisation qui ont permis à 65 filles et femmes d'être bien formé directement et indirectement 2 934 autres.	Oui
<b>Notation</b> (voir méthodologie EER)*	<b>Compte-rendu descriptive</b>				
4	<p><b>Le progrès du projet vers la réalisation des produits attendus est très Satisfaisant (Note de réalisation égale à plus ou moins 90%)</b> : l'atteinte du <b>Produit unique de ce projet a eu deux volets</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Le premier volet</b> a permis de renforcer directement les capacités de 65 jeunes (filles et femmes) dont l'échantillon a été tiré comme suit : 2 personnes pour la FAP Bwegera, 16 personnes pour la FAP Diango, 8 personnes pour la FAP Kinama et 29 personnes pour la FAP Kabare) ont bénéficié des formations ; sur le fonctionnement de l'organisation coopérative ; en gestion entrepreneuriale et</li> </ul>				

	<p>gestion financière ;en initiation aux techniques de travail agricole, de transformation et d'écoulement des produits dans le cadre de chaine de valeur. Ces bénéficiaires directes ont formé, à leur tour, 2 934 bénéficiaires indirectes ( filles et femmes dans les zones des FAP).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Le deuxième volet</b> a permis la pérennisation des coopératives des jeunes et des ex-combattants implantées au sein des FAP, une moyenne de 45 ateliers/sessions de transfert de compétence et sensibilisation qui ont permis aux filles et femmes de bénéficier des formation qui leur permettent de se prendre en charge. Les 45 Ateliers/sessions de transfert de compétence et sensibilisation pour la pérennisation des coopératives agricoles ont été axées sur : (i) Dans les FAP de KInama, Kabare, Bwegera et Diango sur : - « la production des semences améliorées (semences de base) : maïs, manioc, soja, riz, sorgho », - « les pratiques de stabulation semi-entravée, l'élevage tournant des bêtes et la santé animale », - la conduite de l'élevage des poulets de chair et locaux, la production d'aliments, les exigences de la prophylaxie, - l'orientation-conseils pour l'amélioration du système de fonctionnement du conseil d'administration des FAP, - le renforcement des capacités en gestion financière pour le respect des besoins en fonds de roulement, - l'amélioration du système de stockage des produits de récolte, la gestion et le suivi.</li> </ul>
--	---

### 3. Notation de l'Objectif de développement (OD)

Notation de l'OD (à partir de l'EER actualisé)*	Compte-rendu descriptive (longueur maximale indicative: 250 mots)
4	<p><b>En appliquant la grille de notation présentée dans « la note d'orientation en matière de préparation des RAP et de notation », le projet d'appui à la réinsertion socio-économique des jeunes et femmes - « PARSEJF » est jugé très satisfaisant quant à ses avancées vers la réalisation de son objectif de développement. Le « PARSEJF » a contribué efficacement à l'atteinte des Objectifs de Développement Durables, dont 4 (objectifs) sont directement concernés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>ODD 1 : Pas de pauvreté</b> : le projet a permis à un nombre important des jeunes (filles et garçons), et des femmes à développer une culture d'autonomie. Les bénéficiaires du projet sont désormais des producteurs et gestionnaires indépendants, capable de réaliser des ressources pour leur survie : ex. chaque bénéficiaire exploite un espace et apporte sa production à la coopérative pour une vente commune.</li> <li>- <b>ODD 2 : Faim zéro</b> : Le projet a donné des bonnes compétences et capacités des production agro-pastorales aux bénéficiaires qui sont déjà rentablement à l'œuvre : ex. la grande partie de la production agricole est réservé à la consommation. En plus, tous les bénéficiaires pratiquent l'agriculture en association avec des cultures pérennes pour éviter de connaitre de long moment de soudure.</li> <li>- <b>ODD 5 : l'Egalité de sexes</b> : Le projet a ciblé filles et garçons (hommes et femmes), ainsi que d'autres personnes touchées frappées par la vulnérabilité.</li> <li>- <b>ODD 8 : Travail décent et croissance économique</b> : les actions du projet (en dehors de la mise en place des FAP) donnent une profession de carrière aux bénéficiaires.</li> </ul>

### 4. Bénéficiaires (si nécessaire, ajouter d'autres lignes)

Réels (A)	Prévus (B)	Progrès vers la réalisation de la cible (% réalisé A/B)	% Femmes	Catégorie (par exemple, les agriculteurs, les étudiants)
65 jeunes (garçons, filles et femmes), préparé comme formateurs des formateurs par le projet ont formé 2 934 bénéficiaires.	bénéficiaires directs du projet sont 1000 jeunes dont 50% des femmes.	La cible a été largement déplacée, jusqu'à 293,4 %	60 % sur le nombre total des personnes qui ont bénéficié des nouvelles compétences.	Jeunes (garçons, filles et femmes),

### 5. Égalité des sexes

## Evaluation de performance de l'analyse genre dans l'opération (longueur maximale indicative : 250 mots)

L'égalité entre l'homme et la femme est consacrée par la Constitution de la RDC adoptée en février 2006 et révisée en janvier 2011. Malgré que la RDC a signé les principaux instruments internationaux en matière de genre ou de protection de la femme, les inégalités liées au genre persistent ainsi que les violences sexuelles sur les femmes, notamment dans les zones de conflits à l'est du pays. Le Projet d'appui à la réinsertion socio-économique des jeunes et femmes - «**PARSEJF**» a développé un volet genre. Sur l'ensemble des jeunes visés comme bénéficiaires directs et indirectes des activités du projet, plus de 50% sont des femmes. Le renforcement des capacités et du dispositif de réinsertion socio-économiques ont eu un impact sur l'entrepreneuriat féminin et l'autonomisation des femmes, par le fait que la culture de gestion de la PME a été intégré dans vie quotidienne des bénéficiaires. En plus, les activités du projet ont été particulièrement focalisées sur le volet spécifique de l'autonomisation des femmes ex combattantes et les femmes victimes des conflits armés ; ces activités ont eu également une dimension relative à la justice dans le cadre de la lutte contre les violences basées sur le genre.

Il est indispensable de souligner que le projet a eu aussi un effet sur la promotion de l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes ainsi que sur la restauration de la cohésion sociale étant donné que la faible employabilité des jeunes est une des principales causes de violences intercommunautaire et de distorsion de la cohésion sociale.

### 6. Effets imprévus ou additionnels (si nécessaire, ajouter d'autres lignes)

Description	Type (exemple. genre, changement climatique, aspect social, autres)	Positif ou négatif	Impact sur le projet (élevé, moyen, faible)
N/A	N/A	N/A	N/A

### 7. Leçons tirées relativement à l'efficacité (si nécessaires, ajouter d'autres lignes)

Questions clés (5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Leçons tirées	Public cible
L'inexistence d'une plateforme pour la coordination des ressources apportées par plusieurs Bailleurs dans le même secteur (programme ou projet).	Pour des futures projets du secteur social, il est important de discuter profondément, au préalable, avec d'autres bailleurs sur les possibilités de créer un « basket fund » afin de réaliser plus d'impact l'appui orienté en faveur des jeunes. D'autre part, le gouvernement devra préparer au préalable des dispositions pour l'appropriation et la pérennisation des acquits.	Banque/Gouvernement
Les dispositions prises lors de la programmation financière lié à l'encrage institutionnel peuvent être à la base de l'échec d'un projet.	Lorsque un projet est élaboré ; il est indispensable de bien réfléchir sur la prise en charge des ressources humaines (les personnels membres de la Cellule d'exécution du projet). L'expérience a prouvé que lorsque tous les acteurs de la mise en place du projet ne bénéficient pas du même traitement, les objectifs peuvent en souffrir et le projet risque de ne pas être efficace dans l'atteinte des résultats.	Banque/Gouvernement

\*

## C Efficience

### 1. Respect du calendrier

Durée prévisionnelle – année (A) (selon le REP)	Délai réel d'exécution – année (B) (depuis l'entrée en vigueur du 1er décaissement)	Délai prévu par rapport au délai réel d'exécution (A/B)	Notation *
1 an	3 ans	-	1



**Compte-rendu** (longueur maximale indicative : 250 mots)

**En matière de respect du calendrier, le projet est noté moins satisfaisant.** Approuvé le 25 mai 2016 pour une période de vingt-quatre mois, le projet a été mis en vigueur le 25 juillet 2017, soit 14 mois après son approbation. Les activités opérationnelles ont démarré en juin 2018.

L'analyse de l'exécution du projet et le contexte de mise en œuvre lors de la mission de la Banque ont montré que le projet a nécessité un recalibrage opérationnel assurant une prise en compte des réalités spécifiques du terrain et une durabilité des interventions.

La restructuration du projet a abouti à une proposition qui a porté sur l'intervention qui touche directement 04 FAP (Fermes agricoles pilotes) sur les 09 initialement implantées.

Les ressources du don prévues pour les activités de cet appui ne pouvaient pas être suffisantes pour couvrir les FAP (Fermes agricoles pilotes)

En effet, les difficultés en terme logistique ainsi que les risques pour la sécurité n'étaient pas aussi négligeables. C'est ainsi qu'avec la modicité des ressources, il a été difficile de réaliser le projet tel qu'initialement conçu, d'où il y a eu nécessité d'un recalibrage opérationnel assurant une prise en compte des réalités spécifiques du terrain. La RDC, ayant une superficie de 2.345.000 km<sup>2</sup>, aussi chaque FAP est situé à plus ou moins 1000 km de celle qui lui est proche, et à 2000 km de Kinshasa (lieu d'emplacement de la CEP), cette difficulté était majeure pour qu'une décision soit prise entre la Banque et le gouvernement.

**2. Efficience de l'utilisation des ressources**

Pourcentage moyen de la réalisation matérielle des produits du CLAR financés par tous les financiers (A) (voir II.B.3)	Taux d'engagement (%) (B) (voir tableau 1.C – Total taux d'engagement de tous les bailleurs de fonds)	Pourcentage moyen de la réalisation matérielle par rapport au taux d'engagement (A/B)	Notation *
<b>Produit</b> : Appui au renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine de la réinsertion socio-économique des jeunes et de l'autonomisation des femmes ;	Budget à l'évaluation = <b>900 000 UC</b>  Dépenses réelles = <b>893 086,83 UC</b>  Taux d'engagement = <b>99,23 %</b>	<b>99,23 %</b>	4

**Compte-rendu** (longueur maximale indicative : 250 mots)

**L'efficience de l'utilisation des ressources est très satisfaisante pour la globalité du projet d'appui à la réinsertion socio-économique des jeunes et femmes - «PARSEJF».** En effet, la valeur médiane du taux de réalisation physique des produits par rapport au taux d'engagement est  $\geq 1$ . Le projet a réalisé son produit dans les limites du budget disponible, bien que ça n'a pas été dans des délais impartis. Retenons, toutefois, que sa comptabilité est très satisfaisantes du fait que les justificatifs ont été fourni totalement et le rapport d'audit de clôture a été approuvé par la BAD.

**3. Analyse coût-avantage**

Taux de rentabilité économique (à l'approbation) (A)	Taux de rentabilité économique actualisé (à l'achèvement) (B)	Ratio du taux de rentabilité actualisé et à l'approbation (B/A)	Notation *
<b>N/A</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>
<b>Compte-rendu descriptive</b> (longueur maximale indicative : 250 mots)			
<b>N/A</b>			

**4. État d'avancement de l'exécution (IP)**

Notation de l'EE (tirée de l'EER actualisé) *	Compte-rendu descriptif (commenter spécifiquement les rubriques de l'EE qui ont obtenu une note insatisfaisante ou très insatisfaisante, selon le tout dernier EER ). (longueur maximale indicative : 500 mots)
4	L'efficience du projet a été jugée très satisfaisante du fait que toutes les activités ont été réalisés avec un taux moyen de 98,96% % par rapport à la prévision budgétaire. Aucun commentaire supplémentaire par rapport aux notations insatisfaisantes.

## 5. Enseignements tirés relativement à l'efficacité

Questions clés (5 maximum; si nécessaires, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés	Public cible
1. Etat de mise en œuvre des diligences de clôture et Dialogue sur les politiques	Un dialogue continu/régulier sur les politiques entre la Banque et le Gouvernement, engagé lors des missions de supervision des opérations, soutenu par les actions diligentes des bureaux de relai sur le terrain, constitue un facteur important de succès des opérations.	Gouvernement, Banque, Autres PTFs.

## D Durabilité

### 1. Viabilité financière

Notation *	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 250 mots)
	N/A

### 2. Durabilité institutionnelle et renforcement des capacités

Notation *	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative, 250 mots)
3	Au niveau des FAP et communautés bénéficiaires du projet, les activités de renforcement de capacités qu'ils ont bénéficié leur ont permis de disposer de suffisamment de compétences pour pouvoir continuer à améliorer le suivi de fonctionnement dédits FAP (cela veut dire les activités agricoles et élevage y développé, ainsi que les Coopératives qui y ont été initié). Les différents outils de gestion développés par le projet PARSEJF se font approprier progressivement et efficacement. Cependant, des efforts devraient être davantage consentis pour perpétuer l'existence de ces FAPs, afin de les rentabiliser en faveur de toutes les zones (Collectivité, territoire, province) dans lesquelles elles sont situés. Grâce aux différentes sessions de formation sur le genre, les différents acteurs disposent de suffisamment de capacités pour mieux intégrer cette problématique dans le secteur de l'agriculture pour améliorer la rentabilité, du fait que la main-d'œuvre est déséquilibré en milieu rural (la femme s'occupe d'une grande partie des activités économiques de ménage).

### 3. Appropriation et durabilité des partenariats

Notation *	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 250 mots)
	N/A

### 4. Durabilité environnementale et sociale

Notation *	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 250 mots)
	N/A

## 5. Enseignements tirés relativement à la durabilité

Questions clés (5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés	Public cible
Les départements sectoriels du gouvernement qui sont sensés assurer l'accompagnement des communautés locales, semblent ne pas être suffisamment engagés dans le financement et la mise en œuvre des activités en faveur des FAP.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nécessité d'un leadership et d'une appropriation du gouvernement dans le financement et la conduite des opérations d'appui aux projets de réinsertion socio-économique des démobilisés et des victimes des conflits.</li> <li>- La mise en œuvre d'un partenariat élargi dans l'exécution du Programme, impliquant la participation de plusieurs acteurs nationaux et internationaux, publics et privés est source de succès.</li> </ul>	Banque et Gouvernement.

	- La persistance du conflit armé sur le terrain de mise en œuvre comme c'est le cas avec l'Est de la RDC où a été exécuté le projet affaiblit les résultats planifiés.	
--	--	--

### III Performances des parties prenantes

#### A Pertinence

##### 1. Performance de la Banque

Notation*	Compte-rendu descriptif sur la performance ( tant quantitative que qualitative, en fonction des informations disponibles) de la Banque, à insérer par l'emprunteur. Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)	
3	<p>Le portefeuille actif de la Banque en RDC comprend en moyenne 45 opérations, dont moins de 10% de projets nationaux dans le secteur social (statistique, emploi des jeunes). Dans le domaine de la statistique, la Banque a financé l'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique ainsi que la participation de la RDC au Programme de Comparaison Internationale pour l'Afrique et au Programme de Renforcement de Capacités Statistiques. Les opérations antérieures du secteur social et du domaine de la statistique ont été exécutées à la satisfaction du Gouvernement et de la Banque, et les rapports d'achèvement ont été préparés. Les principales leçons tirées sont : (i) la nécessité d'un meilleur ciblage des bénéficiaires ; (ii) la nécessité d'améliorer la coordination avec les autres partenaires ; (iii) le renforcement des actions pour garantir la durabilité des effets des opérations ; (iv) la nécessité de réduire et simplifier les conditions des prêts et dons.</p> <p><b>Commentaires à insérer par la Banque sur sa propre performance (tant quantitative que qualitative, en fonction des informations disponibles). Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)</b></p> <p>L'insuffisance des ressources (don de la Banque) qui n'a pas permis la prise en charge de tous les staffs nécessaire pour le projet, ainsi que les contraintes logistiques liées à la superficie du pays, mais aussi l'insuffisance de communication avec la partie nationale ont constitué des facteurs de sa contre-performance.</p>	
	Questions clés (liées à la performance de la Banque, 5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés
	1. Rôle et engagement du Bureau National	1. Une proximité et un engagement fort (appropriation) par le bureau national est un garant pour le suivi de proximité du projet.
	2. Mesures à prendre pour améliorer l'état d'exécution du projet	2. Faire un suivi rapproché de l'exécution et former les responsables du projet sur des cas pratiques en matière d'acquisition et de gestion des marchés. Renforcer la mise en œuvre de la Gestion axée sur les résultats en spécifiant dans la logique d'intervention de manière claire et cohérente le cadre de résultat et les mesures de rendement.

##### 2. Performance de l'emprunteur

Notation*	Compte-rendu descriptif sur la performance ( tant quantitative que qualitative, en fonction des informations disponibles) de l'emprunteur à insérer par la Banque. Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)	
2	<p>D'une manière générale, les retards d'exécution du projet sont imputables, entre autres, à la faible performance de l'organe d'exécution du projet (UEPNDDR rattaché au Ministère de Défense), au faible niveau d'appropriation (participation active) du projet par les autorités nationales et locales des Ministères sectoriels concernés par le projet (Ministère de la Défense, Ministères de Développement Rural, Ministère de l'Agriculture et Ministère des Affaires Sociales), qui n'ont jamais développé de synergie pour le bien être des population et pour éradiquer définitive les mouvements des groupes armés. En plus de la faible participation des autorités sectorielles nationales, les dispositions institutionnelles du projet ne permettaient pas aux instances régionales de prendre le leadership du projet car celles-ci étaient considéré comme des observateurs et n'étaient pas intéressé/impliqué dans la gestion du projet.</p> <p>Cette faible performance s'est traduite, entre autres, par la faible qualité des dossiers soumis à la revue de la Banque et du retard dans le traitement des dossiers. L'organe d'exécution a, en général, œuvré détaché du ministère sectoriel, qui n'ont jamais participé aux missions de supervision ou de suivi.</p>	

L'UEPNDDR (Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (UEPNDDR), Ministère de la Défense Nationale, Anciens Combattants et Réinsertion a le leadership du gouvernement de la RDC dans l'organisation et la conduite des opérations de réintégration socioéconomique des ex combattants démobilisés.	
Questions clés (liées à la performance de l'emprunteur, 5 maximum ; si nécessaire, ajouter d'autres lignes )	Enseignements tirés
1. La dualité de la tutelle administrative et technique du projet (Ministère de défense, Ministères provinciaux de l'agriculture).	1. La gestion et l'exécution du projet doivent tenir compte de l'organisation administrative du pays et le pays doit prendre des disposition pour les différents secteurs soient obligé de collaborer pour le bien-être de la communauté.
2. Engagement et appropriation de la partie nationale.	2. Les interlocuteurs clés doivent être identifiés dès le début de la mise en œuvre afin de pouvoir décider rapidement des actions et décisions en rapport avec la pérennisation.

### 3. Performances des autres parties prenantes

Notation *	Compte-rendu descriptif sur la performance des autres parties prenantes, y compris les cofinanciers, les entrepreneurs et les prestataires de service. Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)		
N/A	N/A		
Questions clés (liées à la performance des autres parties prenantes, 5 maximum ; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés (5 maximum)	Public cible (pour les leçons tirées)	
N/A	N/A	N/A	

## IV Synthèse des principaux enseignements tirés et recommandations

### 1. Principaux enseignements tirés

Questions clés (5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Principaux enseignements tirés	Target audience
La Banque a financé en RDC des opérations d'appui à la réinsertion socio-économique, à la promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat, le cas du projet d'appui à la réinsertion socio-économique post conflit (PARSEC) en RDC. Quels effets ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>(i) les opérations d'appui à la réinsertion socio-économique et à la promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat doivent être plus spécifiques pour les jeunes et les femmes qui représentent la majeure composante des populations dans ce pays;</li> <li>(ii) le renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine de la réinsertion socio-économique, de la promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes s'avère une impérieuse nécessité qui pourrait contribuer à mieux orienter les opérations de la Banque dans ce domaine ainsi qu'à contribuer à leur efficacité, efficacité et impact ;</li> <li>(iii) la problématique de la question de la jeunesse et des femmes en situation de fragilité comporte des similarités dans les trois pays membres de la CIRGL (concerné par le projet) et exige une compréhension plus approfondie pour identifier les actions pertinentes susceptibles de contribuer à la réduction de la fragilité tant au niveau national que régional ;</li> <li>(iv) la consolidation de l'approche communautaire de la réinsertion socio-économique développée dans des projets antérieurs s'avère indispensable pour</li> </ul>	Banque, Gouvernement

	<p>une durabilité et un renforcement du dispositif de réinsertion socio-économique mis en place ;</p> <p>(v) les cellules de gestion des opérations d'appui ciblé et de renforcement des capacités ont besoin de plus de moyens pour assurer un meilleur suivi et évaluation des activités.</p>	
Exécution à temps du projet est-ce possible ?	La nature du projet doit tenir compte de l'organisation administrative et politique du pays, ainsi que de ses réalités géographiques et de la capacité des prestataires potentiels du projet.	Banque, Gouvernement
La stabilité de la zone de projet est assurée ?	La persistance des conflits armés dans la zone de l'Est de la RDC demeure un véritable goulot d'étranglement de nature à affaiblir sensiblement les résultats et impacts projetés par toute action de développement.	Gouvernement
Le gouvernement a-t-il un rôle à jouer pour promouvoir l'appropriation ?	Nécessité d'un leadership et d'une appropriation du gouvernement dans le financement et la conduite des opérations d'appui aux projets de réinsertion socio-économique des démobilisés et des victimes des conflits.	Gouvernement
Y'a-t-il nécessité de collaboration entre PTFs ?	La mise en œuvre d'un partenariat élargi dans l'exécution du Programme, impliquant la participation de plusieurs acteurs nationaux et internationaux, publics et privés est source de succès.	Gouvernement
Impact sur les femmes (toutes activités génératrices de revenus).	La femme congolaise en général et rurale en particulier mériterait d'être impliquée davantage et plus particulièrement dans les activités du projet pour plus d'impact, car elle joue actuellement un rôle très important dans l'économie de ménage.	Banque, Gouvernement

## 2. Principales recommandations (en mettant un accent particulier sur la garantie de la durabilité des avantages du projet)

Questions clés (10 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Principale recommandation	Responsable	Délai
Pérennité des acquis dans la mise en œuvre des soubassements pour l'exploitation rentable des FAP.	Assurer l'accompagnement des bénéficiaires pour la bonne gestion continue, la maintenance des intrants (machines agricoles, machines de transformation des produits agricoles,...) et des infrastructures (Fermes Agricoles Pilotes) ; et dans tous les secteurs appuyés par le projet pour garantir la continuité des structures qui fonctionnent et le démarrage efficace des structures qui ne sont pas encore opérationnelles.	Ministères sectoriels : - Ministère des Affaires sociales ; - Ministère de l'Agriculture. - Ministère de développement rural.	
	Les différentes structures mises en place pour la poursuite de la gestion des acquis du projet doivent impliquer les bénéficiaires tout en intégrant dans leur programme les activités de suivi de la maintenance afin d'informer au plus tôt les autorités ministérielles (sectorielles) en cas de dysfonctionnement du système de maintenance.	Bénéficiaires.	

## V Notation globale du RAP

Volets et critères	Notation*
<b>VOLET A : PERTINENCE</b>	<b>6</b>
Pertinence de l'objectif de développement du projet (II.A.1)	3
Pertinence de la conception du projet (II.A.2)	3
<b>VOLET B : EFFICACITÉ</b>	<b>11</b>
Etablissement de rapport sur les effets	3
Rapport des produits	4
Objectif de développement (OD) (II.B.4)	4
<b>VOLET C : EFFICIENCE</b>	<b>9</b>
Respect du calendrier (II.C.1)	1
Efficiency de l'utilisation des ressources (II.C.2)	4
Analyse coût-avantage (II.C.3)	-
État d'avancement de l'exécution (IP) (II.C.4)	4
<b>VOLET D : DURABILITÉ</b>	<b>3</b>
Viabilité financière (II.D.1)	-
Durabilité institutionnelle et renforcement des capacités (II.D.2)	3
Appropriation et durabilité des partenariats (II.D.3)	-
Durabilité environnementale et sociale (II.D.4)	-
<b>NOTE GLOBALE DE L'ACHEVEMENT DU PROJET</b>	<b>3,22</b>

## VI Sigles et abréviations

Sigle (si nécessaires, ajouter d'autres lignes)	Description
RDC	République Démocratique du Congo
PARSEJF	Projet d'appui à la Réinsertion Socio-Economique des Jeunes et Femmes
UC	Unité de Compte
N/A	Non applicable
UEPN-DDR	Unité d'Exécution de Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (des ex-combattants).
DSCR II	Document de Stratégie de Croissance et Réduction de la Pauvreté.
FAP	Fermes Agricoles Pilotes
PNSD	Plan National de Stratégie de Développement
OD	Objectif de Développement
PARSEC	Projet d'Appui à la Réinsertion Socio-Economique Post-Conflict
OMD	Objectif de Millénaire pour le Développement
PME	Petite et Moyenne Entreprise
CEP	Cellule d'Exécution de Projet
PTFs	Partenaires Techniques et Financiers

**Pièce jointe requise :** Rapport actualisé sur l'état d'avancement de l'exécution et les résultats (EER) – la date devrait être la même que celle de la mission RAP.



**Annexe 1 :**

COMPOSANTES	ACTIVITES /OBJECTIFS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	INDICATEURS A MESURER (taux réalisation en %)
Consolidation des acquis des fermes agricoles pilotes	Renforcer le transfert des compétences pour la gestion efficace et l'appropriation des coopératives agricoles des fermes pilotes installées dans le cadre du PARSEC dans les provinces de l'Est de la RDC	Ateliers/sessions de transfert de compétence et sensibilisation pour la pérennisation des coopératives agricoles des jeunes et des ex combattants (45)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formations organisées dans les FAP de Kinama, Kabare, Bwegera et Diango sur la production des semences améliorées (semences de base) : maïs, manioc, soja, riz, sorgho. (8)</li> <li>- Formations des sociétaires sur la santé animale (4) ;</li> <li>- Sessions organisées pour les éleveurs aux pratiques de stabulation semi-entravée, l'élevage tournant des bêtes (4)</li> <li>- Formations sur la conduite de l'élevage des poulets de chair et locaux, la production d'aliments, les exigences de la prophylaxie (4)</li> <li>- Séances organisées d'orientation-conseils pour l'amélioration du système de fonctionnement du conseil d'administration des FAP (4);</li> <li>- Séances de formations sur le renforcement des capacités de gestion des membres désignés pour la gestion financière pour le respect des besoins en fonds de roulement (4) ;</li> <li>- Formation sur l'amélioration du système de stockage des produits de récolte, la gestion et le suivi (4) ;</li> <li>- Appui à la remise en état d'opérationnalisation des engins de productions agricoles (12, soit 3 dans chaque FAP)</li> </ul>	97,8%
Intégration des jeunes filles et garçons dans l'entrepreneuriat agricole	Redynamiser l'implication des jeunes filles et garçons des communautés à l'entrepreneuriat en les intégrant dans les coopératives agricoles des fermes agricoles pilotes.	80 jeunes intégrant les activités des coopératives agricoles des FAP	<p>65 jeunes des communautés des FAP (12 à Bwegera, 16 à Diango, 8 à Kinama et 29 à Kabare) ont bénéficié des formations ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation sur le fonctionnement de l'organisation coopérative ;</li> <li>• Formation en gestion entrepreneuriale et gestion financière ;</li> <li>• Initiation aux techniques de travail agricole, de transformation et d'écoulement des produits en vue d'une valeur ajoutée.</li> </ul>	81,3%
Autonomisation des femmes	Renforcer les activités d'autonomisation des femmes ex-combattantes et/ou victimes des conflits à travers la consolidation des fermes agricoles pilotes du PARSEC.	Activités d'autonomisation des femmes (20)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouverture d'un espace de formation complémentaire devant leur permettre de s'exprimer de façon fluide sur les concepts de gestion coopérative (4) ;</li> <li>• Intégration et participation des femmes dans la prise des décisions et la gestion des coopératives (4) ;</li> <li>• Création d'une mutuelle d'épargne et de solidarité des femmes dans les activités de transformation et la vente groupée des produits des récoltes (4) ;</li> </ul>	70%



			<ul style="list-style-type: none"><li>• Mise en place d'une caisse autogérée à travers la vente des friperies contre les produits de récoltes(2).</li></ul>	
--	--	--	---	--